

Jean-Baptiste André Godin à monsieur A. Gauchet, 5 mai 1884

Auteur·e : [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

1 Fichier(s)

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)
DroitsFamilistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution – Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [5 mai 1884](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Familistère

Destinataire [Gauchet, A.](#)

Lieu de destination Laeken, Bruxelles (Belgique)

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Sur un litige avec la ville de Bruxelles relatif aux constructions nouvelles à Laeken.

Support La copie de la lettre utilise le papier du registre orienté dans le format paysage ; le texte est copié sur deux colonnes, chacune correspondant à une page de la lettre.

Mots-clés

[Construction, Procédure \(droit\)](#)

Lieux cités [Bruxelles \(Belgique\)](#)

Informations sur le document source

CoteFG 15 (24)

Collation1 p. (76r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

Guise Familistère
1 mai 1886

Cher Monsieur. Gauchet,

La copie de la lettre de l'avocat qui nous n'a pas autorisé ensemble faire chose que la difficulte qui existe là entre la ville de Bruxelles et nous, repose sur la question de retrait de 6 mètres pour les constructions nouvelles. Si le maire refusait sur cela, peut-être y aurait-il un arrangement possible. Car je me projette de élever ces constructions à une plus grande distance que cela. Et

par consequent nous n'aurons pas d'intérêt à défendre sur ces 6 mètres, autre que celui de l'expropriation.

Vous feriez donc bien de nous renseigner si, dans ce cas, nous ne prétendrions pas faire sur nos limites actuelles, lequel nous ferait encore des difficultés ? Quant au droit de passage, il me semble parait pas possible que la ville puisse nous empêcher d'aller chez nous. On a toujours le droit de passage pour entrer dans une propriété enclavée.

Bien à vous.

Gauchet